

DEUX NOUVELLES STRATÉGIES ÉNERGÉTIQUES POUR UNE EUROPE PROPRE

Le 8 juillet dernier la Commission européenne a présenté sa stratégie sur l'hydrogène et celle sur l'intégration du système énergétique. La seconde vise à accélérer la transition vers un système énergétique plus intégré, à l'appui de l'énergie propre et d'une économie neutre pour le climat en concentrant son action sur : un système qui fait primer l'efficacité énergétique, l'utilisation d'une électricité plus propre à partir de sources d'énergies renouvelables et la promotion des carburants renouvelables et à faibles émissions de carbone (biomasse durable et biocarburants, hydrogène renouvelable et carburants de synthèse). Cette stratégie doit également porter les secteurs dans lesquels l'Europe dispose d'un savoir-faire de pointe, et ainsi soutenir ces secteurs d'excellence : chauffage urbain; réseaux et appareils intelligents; outils numériques destinés à favoriser l'intégration des véhicules électriques; approvisionnement en hydrogène et les équipements axés à la demande. La stratégie sur l'hydrogène constitue un élément crucial dans la mise en œuvre de la stratégie précédente, du fait de ses nombreuses applications notamment dans les secteurs les plus difficiles à décarboner, et dans l'atteinte des objectifs environnementaux ambitieux du Pacte Vert pour l'Europe.

Il s'agit à ce titre d'une priorité dont les investissements nécessaires sont estimés entre 180 et 470 milliards d'euros, avec un phasage en trois temps :

- 2020 à 2024 : installation de l'équivalent de 6GW d'électrolyseurs pour générer 1 million de tonnes d'hydrogène renouvelable.
- 2025 et 2030 installation d'au moins 40GW d'électrolyseurs dans le but de produire 10 millions de tonnes d'hydrogène renouvelable. D'ici là, le coût de l'hydrogène devrait devenir plus compétitif. D'ici 2030, l'Union Européenne estime qu'entre 320 et 458 milliards d'euros seront investis sur cette période.
- 2030 jusqu'en 2050 : émergence de solution pour décarboner les secteurs les plus ambitieux et déploiement à grande échelle des technologies basées sur l'hydrogène.

La Commission mise sur un programme d'investissement exploitant les synergies entre les investissements publics et privés, entre les différents fonds de l'UE et les financements de la BEI : dans le cadre du nouvel instrument de relance "Next Generation EU", notamment le programme InvestEU. La nouvelle stratégie de financement durable qui doit être adoptée d'ici à la fin de 2020 et la taxonomie du financement durable devront guider les investissements dans l'hydrogène dans les principaux secteurs économiques en promouvant des activités et des projets qui contribueront de manière substantielle à la décarbonisation. En outre, le Fonds européen de développement régional, qui bénéficiera d'un complément dans le cadre de la nouvelle initiative REACT-EU, continuera à être disponible pour soutenir la transition verte. Cette stratégie met l'accent sur la stimulation de la demande et de la production, comme par exemple l'électrification de la mobilité - bus, trains, ferry, véhicules lourds -, l'utilisation de l'hydrogène au niveau industriel - notamment dans les raffineries, la sidérurgie -, ainsi que probablement la création de nouvelles politiques de soutien au niveau de la demande. De nouvelles infrastructures devront également être mises en place, aussi bien au niveau du transport qu'au niveau du stockage. Besoins qui dépendront en fin de compte de la production, de la demande et des coûts de transport de l'hydrogène et sont liés aux différentes phases de développement de la production d'hydrogène, qui augmentera sensiblement après 2024. Dans la seconde phase de la stratégie, des réseaux locaux d'hydrogène pourraient émerger. Le réseau transeuropéen pour l'énergie (TEN-E) sera également revu, ainsi que le réseau transeuropéen pour les transports (TEN-T) en ce sens.

La mobilisation de la recherche et l'innovation, sera un élément essentiel, que ce soit en matière de développement d'électrolyseurs plus puissants, au niveau des infrastructures, de l'utilisation finale ou encore de la définition des différents impacts environnementaux tout au long du cycle de vie. Dans le cadre du fonds pour l'innovation d'un montant de 10 milliards d'euros pour la recherche sur les technologies faibles en carbone, sur la période de 2020 à 2030, un premier appel a été lancé en juillet 2020.

"ALLIANCE EUROPÉENNE POUR UN HYDROGÈNE PROPRE"

Lancée à l'occasion de la présentation de la stratégie sur l'hydrogène le 8 juillet dernier, cette initiative rassemble des représentants de l'industrie, des autorités publiques nationales et locales, de la société civile et d'autres parties prenantes du développement de cette filière. En mutualisant les ressources et initiatives, l'Alliance doit accompagner le déploiement d'un écosystème industriel durable de l'hydrogène en Europe. Ses travaux « s'articuleront autour de six piliers : applications domestiques, transmission et distribution, mobilité, production d'hydrogène, applications industrielles, secteur de l'énergie. Près de 500 entreprises participent à cette alliance en 2020, avec l'objectif d'arriver à 1 000 en 2024 et 2 000 en 2050. Un premier forum européen dédié à l'hydrogène se déroulera les 26 et 27 novembre prochains. Retrouvez plus d'informations sur : <https://www.ech2a.eu/>



Dans le cadre de sa stratégie de relance, la Commission européenne met en exergue la nécessité d'une action amplifiée dans le domaine de la formation afin de permettre aux entreprises européennes de soutenir leur compétitivité, de préserver les emplois des travailleurs européens et de préparer ceux-ci aux emplois de demain. Face à l'accélération simultanée des transitions numérique et écologique, mais également des besoins induits par la crise économique, la Commission Européenne a présenté le 1er juillet dernier une nouvelle stratégie en matière de compétence pour l'emploi.

Afin d'atteindre à l'échelle européenne d'ici 2025 - 50% d'adultes participants à un apprentissage dans l'année, 20% de demandeurs d'emploi ayant récemment suivi un apprentissage et 70% d'adultes maîtrisant les compétences numériques essentielles - la Commission Européenne propose de déployer 12 actions dont :

- Un Pacte pour les compétences: réunissant les acteurs publics et privés, celui-ci sera lancé en novembre 2020 lors des European Vocational Skills Week et concentrera son action sur les écosystèmes industriels stratégiques identifiés dans la nouvelle stratégie industrielle européenne, notamment ceux le plus durement touché par la crise -notamment la santé, la construction, l'automobile et les transports, ainsi que le tourisme, mais également sur les priorités du Green Deal. Un point d'entrée unique sera proposé pour présenter les financements et programmes disponibles en faveur du

développement des compétences. Cette initiative s'articulera avec les autres initiatives européennes en matière de formation, dont l'initiative Digital Skills and Jobs Coalition ou l'Alliance Européenne pour l'Apprentissage. Cette dernière sera renouvelée, afin de soutenir l'apprentissage dans son rôle essentiel pour la reprise, en aidant les PME à proposer des offres d'apprentissage et à mobiliser les autorités locales et régionales.

- Renforcer l'utilisation et le traitement des données via l'intelligence artificielle permettant de définir au plus près de la réalité du marché du travail les besoins futurs en matière de formation, notamment en s'appuyant notamment sur le projet du Cefedop ;
- Déploiement de l'initiative Universités européennes ;
- Favoriser la création d'écosystème de compétences, notamment dans le cadre de l'initiative relative aux centres d'excellence professionnelle, contribuant aux stratégies régionales, économique et sociale, d'innovation et de spécialisation intelligente.

La Commission proposera à la rentrée 2020, un plan d'action renouvelé afin de « mettre l'Europe à niveau en matière de compétences numériques, tant pour les jeunes que pour les adultes » - une consultation publique ouverte jusqu'au 4 septembre 2020 destinée à recueillir l'avis des parties prenantes sur la formation pendant la crise du covid-19 et la période de reprise, ainsi que leur vision pour l'éducation numérique en Europe.

Elle soutiendra également les formations Jump-Start, formations intensives de courte durée en matière de compétences numériques, ainsi que les formations à destination des PME.

- Développer des micro-qualifications - cours ou module de formation de courte durée - qui permettent d'encourager le perfectionnement et l'acquisition de compétences tout au long de la vie via des normes européennes relatives à la reconnaissance ;
- Une Plateforme Europass rénovée pour davantage de fonctionnalités et de services pour la gestion des compétences et des carrières tout au long de la vie

Le 1er juillet 2020, la Commission européenne a présenté un paquet de mesures intitulé «Soutenir l'emploi des jeunes : un pont vers l'emploi pour la prochaine génération» visant à faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail. La commission proposera dans les mois à venir d'autres initiatives en faveur de l'emploi des jeunes notamment à destination des réseaux pour les jeunes entrepreneurs, mais également dans le cadre de son plan d'action pour l'économie sociale et solidaire prévu pour 2021 qui sera axé sur la jeunesse.

APPELS À PROJETS GREEN DEAL:

Quelques semaines seulement après son installation la nouvelle Commission européenne présentait le pacte vert pour l'Europe, faisant de la lutte contre le changement climatique l'une des priorités majeures de son mandat. Très rapidement le lancement d'un appel "Green Deal" dans le cadre du programme Horizon 2020 a été annoncé avec « une approche claire axée sur l'impact soutenant le développement d'idées dans des applications pilotes et des projets de démonstration, des produits innovants, des expériences et des approches capables de montrer leur valeur dans la pratique et d'être prêts pour une extension ultérieure ».

L'appel s'articule autour des 11 domaines qui sont les suivants :

- Domaine 1: Augmenter l'ambition climatique: défis intersectoriels
- Domaine 2: Une énergie propre, abordable et sûre
- Domaine 3: L'industrie pour une économie propre et circulaire
- Domaine 4: Bâtiments économes en énergie et en ressources
- Domaine 5: Mobilité durable et intelligente
- Domaine 6: De la ferme à la fourchette
- Domaine 7: Écosystèmes et biodiversité
- Domaine 8: Environnement sans pollution et sans toxicité
- Domaine 9: Renforcer nos connaissances à l'appui du pacte vert européen
- Domaine 10: Donner aux citoyens les moyens de passer à une Europe durable et climatiquement neutre
- Domaine 11: Coopération internationale

Rappel du calendrier de l'appel :

- Mi-septembre 2020 : publication et ouverture de l'appel
- Fin janvier 2021: date limite de soumission des projets

Retrouvez plus d'informations [ici](#)

JOURNÉES EUROPÉENNES DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Événement phare de la Commission européenne pour débattre de l'avenir de la recherche et de l'innovation en Europe, [les journées européennes de la recherche et de l'innovation](#) se dérouleront cette année en ligne, du 22 au 24 septembre 2020. Décideurs politiques, chercheurs, entrepreneurs et citoyens débattront de l'avenir de la recherche et de l'innovation en Europe au moment crucial pour la relance économique et sociale en Europe, juste avant le lancement d'Horizon Europe. Dans la nouvelle proposition, le budget d'Horizon Europe, s'élève à 80,9 milliards d'euros, contre 94,4 milliards d'euros initialement proposés par la Commission européenne au début de l'année. Ces journées devraient accueillir un temps dédié à la recherche de partenaires dans le cadre de l'appel Green Deal.

EUT+ - ALLIANCE UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE EUROPÉENNE - LAUREATE DU SECOND APPEL « UNIVERSITÉS EUROPÉENNES »

Le 9 juillet dernier, la Commission européenne a révélé les Universités européennes lauréates de son second appel qui viendront compléter les 17 premières alliances déjà sélectionnées en 2019. Chaque alliance recevra jusqu'à 5 millions d'euros au titre du programme Erasmus + et jusqu'à 2 millions d'euros au titre du programme Horizon 2020 pour une période de trois ans.

Alliances transnationales, financées par le programme Erasmus +, les universités européennes constituent une initiative phare de l'Union Européenne pour le futur de l'Europe « en promouvant les valeurs et l'identité européenne et en révolutionnant la qualité et la compétitivité de l'enseignement supérieur européen ». L'initiative "Think human first" pilotée par l'Université de Technologie de Troyes autour de 8 partenaires européens a été retenue. La vision que développe l'Eut+ s'articule autour de 3 piliers : la volonté partagée de développer une technologie avant tout humaine, de profiter de la diversité et le multilinguisme comme opportunité et de renforcer une université inclusive, pour tous. En savoir plus sur l'EUT+ : www.univ-tech.eu

30 ANS D'INTERREG

Programme phare de l'UE pour la coopération transfrontalière aux niveaux régional et national, ce programme initié en 1990, a grandement contribué à rapprocher les Européens en les aidant à relever des défis communs, en partageant les bonnes pratiques et en créant de nouvelles possibilités de coopération transfrontalières, à surmonter les obstacles géographiques et administratifs afin de faciliter la coopération entre les communautés, les régions et les pays de l'UE et ses voisins immédiats. Tout au long de l'année 2020, la communauté Interreg célèbre son 30e anniversaire coopération sous toutes ses formes : médias sociaux, événements et expositions virtuels et physiques. La jeunesse, l'écologie et les voisins sont les trois thèmes principaux de la campagne de célébration. Au programme de la campagne : [une exposition virtuelle](#), des histoires de coopération de toute l'Union européenne présentées par la communauté Interreg sous la forme de [Podcast](#). Les célébrations se dérouleront également lors de la [Semaine européenne des régions et des villes](#) du 12 au 15 octobre 2020.

Retrouvez ou découvrez les belles histoires de ces 30 dernières années du programme [INTERREG Rhin Supérieur](#) et du programme [INTERREG Grande Région](#).



2021 ANNÉE EUROPÉENNE DU RAIL : LA COMMISSION EUROPÉENNE ENTEND METTRE LE TRANSPORT FERROVIAIRE À L'HONNEUR

- Modernisation du secteur ferroviaire, comme alternative plus populaire aux moyens de transport moins durables.
- Enrichir la future stratégie pour une mobilité intelligente et durable qui devrait être publiée au cours du second semestre 2020.
- Mettre en lumière d'autres initiatives : shift2Rail, révision du règlement RTE-T, quatrième paquet ferroviaire dont 2021 sera la 1ère année complète de mise en œuvre.

Tels sont les objectifs de la Commission Européenne avec cette proposition qui doit encore obtenir l'accord du Parlement européen mais aussi du Conseil.



RELATION UNION EUROPÉENNE - SUISSE : UNE VOTATION CRUCIALE POUR LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA SUISSE.

Initialement fixé au 17 mai dernier, les citoyens suisses se prononceront le 27 septembre sur l'initiative populaire « Pour une immigration modérée » dont l'objectif est de faire inscrire dans la constitution suisse le principe qu'« aucun nouveau traité international ne sera conclu et aucune autre nouvelle obligation de droit international ne sera contractée qui accorderaient un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers ». En cas de victoire « Oui », la confédération helvétique devrait négocier avec Bruxelles pour résilier l'accord sur la libre circulation des personnes dans un délai de 12 mois. Résiliation qui aurait également pour effet d'entraîner la cessation de l'application des autres accords bilatéraux.



UN SOMMET EUROPÉEN HISTORIQUEMENT LONG

Après quatre jours et quatre nuits de négociations quelquefois difficiles, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union Européenne se sont accordés sur les modalités du plan de relance : 750 milliards d'euros, divisés entre subventions (390 milliards contre 500 milliards initialement prévus) alloués aux États les plus touchés par la pandémie. 360 milliards d'euros serviront à financer des prêts, remboursables par le pays demandeur. Pour la première fois, les 27 États membres de l'UE devront rembourser une dette commune. Le Conseil a validé en même temps le prochain cadre financier pluriannuel (2021-2027), qui prévoit une allocation de 1 074 milliards d'euros (en recul par rapport à proposition de la Commission qui demandait 1 100 milliards et à celle du Parlement Européen), soit 154 milliards d'euros par an. Les députés européens se sont réunis en plénière le jeudi 23 juillet pour débattre et adopter une résolution sur les résultats du sommet extraordinaire. S'il se félicite de l'adoption du plan de relance, le Parlement Européen souhaite pouvoir renégocier certains éléments, notamment l'accord politique sur le montant du cadre financier pluriannuel 2021-2027, la réforme du système de ressources propres et la question des rabais, ainsi que la baisse de la part de subventions dans la relance. Un accord est souhaité, au plus tard fin octobre pour permettre le démarrage des nouveaux programmes dès le 1er janvier prochain. [Retrouvez les conclusions du Conseil européen des 17-21 juillet 2020.](#)

DATES CLÉ

04/09

Répondez à la [consultation sur le plan d'action pour l'éducation digitale](#)

07/09

Participez à l'[Action Pilote de coopération interrégionale en réponse au COVID 19](#)

16-22/09

Participez à la [semaine européenne de la mobilité](#)

20/09

Participez à la [consultation "Dépasser les obstacles transfrontaliers"](#)

23/09

Répondez à la [consultation Sustainable and Smart Mobility](#)

29/09-01/10

Participez aux [Urban Mobility Days](#)

01/10

Candidatez pour les [Prix européens du patrimoine](#)

09/10

Participez à la [conférence finale Europ'Act \(inscription avant le 18 septembre\)](#)

29/10

Participez à l'[appel à projet du Innovation fund](#)